

**Atelier sur les modèles de prévision, projection et simulation pour la
diversification économique et l'atteinte des
Objectifs de Développement Durable**

Yaoundé, Cameroun

21-25 mai 2018

**Mot de bienvenue de Monsieur Antonio PEDRO, Directeur du
Bureau
Sous-Régional de la CEA pour l'Afrique Centrale**

- **Monsieur le Directeur Général de l'Economie et de la Programmation des Investissements Publics,**
- **Distingués Représentants des Administrations publiques des pays de la sous-région,**
- **Chers opérateurs du secteur privé, membres de la société civile,**
- **Chers participants du milieu académique,**
- **Chers collègues du Système des Nations Unies**
- **Distingués invités,**
- **Mesdames et Messieurs,**

Je voudrais, au nom de Mme Vera Songwe, Sous-Secrétaire Générale des Nations Unies et Secrétaire Exécutive de la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), souhaiter une bonne **fête nationale** à tous nos frères camerounais, et souhaiter la bienvenue à Yaoundé à l'ensemble des participants à l'Atelier qui nous réunit ce jour.

Qu'il me soit permis en cette circonstance, de vous remercier Monsieur le Directeur Général de l'Economie pour avoir accepté de joindre vos efforts aux nôtres pour la tenue de cet atelier. Je me réjouis tout particulièrement de l'excellente collaboration entre la CEA et le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) qui se manifeste à travers les nombreux événements et réunions que nous organisons conjointement depuis plusieurs années.

Aussi, est-ce avec un grand plaisir que je m'adresse à vous tous aujourd'hui à l'occasion de cet important atelier de formation.

Mesdames, Messieurs,

Cette rencontre se tient à un moment où la chute amorcée en 2014, des prix de plusieurs matières premières, a rappelé le besoin impérieux pour les pays africains, de diversifier leurs économies. Pour le cas spécifique de l'Afrique centrale, la chute des prix et de la demande du pétrole a entraîné des déséquilibres macroéconomiques qui ont coûté des sacrifices énormes aux gouvernements, se traduisant en coupes budgétaires dont les effets se font toujours sentir en termes de pertes de bien-être des populations.

Mesdames et Messieurs,

La voie à suivre est claire, les pays Africains et ceux de l'Afrique centrale doivent tout mettre en œuvre pour renforcer le processus de transformation structurelle de leurs économies, afin de rendre ces dernières génératrices d'une croissance forte, soutenue, et pourvoyeuse d'emplois décents et de bien être pour tous. Cela passe par une rupture avec cette dépendance accrue en un petit nombre de produits à l'exportation vers une diversification économique de qualité.

Je dis ici *de qualité* parce qu'une économie comme le Cameroun par exemple est déjà très diversifiée, si l'on s'en tient au nombre de produits qu'elle exporte. La majorité de ces exportations quittent toutefois le pays sous forme non transformée, sans valeur ajoutée, et ont de ce fait un effet limité sur le bien-être des populations. Cela doit changer, il faut une diversification plus verticale, avec la production de biens et services plus sophistiqués et complexe, à plus forte contenance technologique.

L'un de nos soucis majeurs est que les besoins d'ajustement budgétaires de court terme, qui du reste sont indispensables, pour maintenir la confiance des investisseurs et relancer la croissance économique, ne compromettent pas les objectifs de long terme aussi important que la transformation structurelle et l'atteinte des Objectifs du Développement Durable (ODD).

C'est pour cela que nous pensons que nos états doivent se doter des meilleurs outils qui leur permette de préserver la marge de manœuvre budgétaire nécessaire à la promotion de ces objectifs de long terme. D'où la tenue du présent atelier qui souhaite engager une discussion sur les outils déjà disponibles dans les pays, afin d'identifier les gaps à combler pour les améliorer ou les compléter avec des outils additionnels. Il est particulièrement important que les pays soient bien outillés pour préparer des discussions telles que celles engagées au titre de l'article IV du Fonds Monétaire International. En effet ils doivent être dotés d'outils permettant de démontrer les effets néfastes de certaines coupes budgétaires sur leurs perspectives de diversification et d'atteinte des ODDs.

Distingués participants,

Rappelons-nous, ce sont les chefs d'État des pays de la CEMAC eux même, qui lors des sommets extraordinaires du 23 décembre 2016 à Yaoundé et du 31 octobre 2017 à N'Djamena, ont affirmé leur ambition de diversification de leurs économies, pour en assurer la résilience aux chocs externes.

Nous avons le devoir de travailler à cela. A la CEA, nous en faisons notre priorité, comme en témoigne nos travaux récents qui ont conduits à l'adoption du *Consensus de Douala* en Septembre 2017. Ce consensus en effet qui souligne l'urgence d'accélérer le processus de diversification des économies de la sous-région, à travers la promotion d'une industrialisation basée sur les ressources naturelles, et induite par le commerce.

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

En parlant ici de commerce, je voudrais saluer l'adoption en mars dernier, de l'accord sur la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLEC). Cette zone offre des opportunités immenses pour la diversification de tous

les pays. Elle correspond aujourd'hui à un espace d'environ 1,2 Milliards d'habitants et 2,500 milliards de dollars de PIB. Et cela est appelé à croître rapidement. Toutes les conditions sont donc réunies en Afrique pour la promotion d'un avenir meilleur pour chaque pays. A nous de réfléchir ensemble aux stratégies et outils les plus appropriés pour y parvenir.

La capacité de la nouvelle Zone de libre-échange continentale à accroître les marges de manœuvre budgétaires des pays Africains a constitué le thème principal de la conférence annuelle des ministres de l'économie, des finances et du plan organisée par la CEA. La conférence a eu lieu du 11 au 15 mai dernier, à Addis Ababa. L'une de ses conclusions majeures fut que cette nouvelle zone sera bénéfique à tous les pays africains. En particulier, elle devrait contribuer à l'accroissement des recettes budgétaires. Mais pour cela, les pays doivent entre autres, renforcer leurs administrations fiscales et douanières.

Distingués participants,

Les prix du pétrole repartent à la hausse. Cela ne doit pas être le moment de relâcher nos efforts. Au contraire, nous devons continuer sur cette approche contra-cyclique qui consiste à faire les plus gros efforts et les plus gros sacrifices lorsque les économies vont bien.

Je souhaite que cet atelier de formation soit interactif, fructueux, et bénéfique à l'atteinte des objectifs que nous visons.

Mesdames et Messieurs,

Je ne saurais terminer mon propos sans exprimer notre gratitude à ceux parmi vous qui sont venus de loin pour partager leur expertise en matière de modélisation au bénéfice des experts de la sous-région.

Sur ce, je souhaite plein succès à vos travaux.

Merci pour votre aimable attention